

## EUROPE

HEMEROTECA

F. MERINO SANCHEZ

## Il y a quarante ans, la guerre d'Espagne

## II. — La décision

par

PHILIPPE BOURDREL (\*)

Le 18 juillet 1936, les militaires rebelles contrôlent le Maroc espagnol; de son côté Mola est sans aucune difficulté maître de Pampelune (« le Monde » du 17 juillet). Grâce à un incroyable « coup de bluff », qui a si bien réussi au Maroc, à l'utilisation de la radio comme moyen de pression et de propagande — on parlerait aujourd'hui d'« intoxication » — mais au prix de combats atroces, le général Queipo de Llano l'emporte à Séville.

Il est arrivé le 17 juillet à bord d'une Hispano-Saiza officielle qu'il utilise dans l'exercice de ses fonctions : elle lui permit, dit-il plus tard, d'effectuer 30 000 kilomètres au service de la conspiration. Commandant des carabineros, Queipo de Llano a mis à profit ses missions d'inspection pour établir des contacts sur l'ensemble du territoire. Il a pour toute escorte son chauffeur et son aide de camp. Il sait qu'il dispose de sympathies à la garde civile; les gardes d'assaut seront par contre, il le sait aussi, dévoués au régime républicain. L'armée à Séville hésite. Maigre atout, faibles cartes dans les mains du général-conspirateur, face à une population qui lui est hostile en majorité. Les syndicats sont bien implantés dans les faubourgs ouverts de Triana, de l'autre côté du Guadalquivir.

Queipo de Llano, flanqué de son seul aide de camp, procède à l'arrestation du général Villabralle, commandant de la garnison, entraîne deux cents soldats de la caserne d'infanterie, occupe le centre de la ville et l'émetteur de Radio-Séville. De cette tribune privilégiée, il inaugure une violente campagne en faveur des nationalistes. « Tout un corps d'armée arrive d'Afrique ! », annonce-t-il au micro. Et pour convaincre la population, il fait embarquer des soldats dans des camions qui, venant et revenant, toujours les mêmes, tournent dans la ville comme un manège.

Prise de court, la gauche réagit; l'alerte a été donnée dans les milieux ouvriers. Les centrales syndicales C.N.T. et U.G.T. déclenchent la grève générale. On élève des barricades. Des incendies

vainqueurs : douze officiers gisent à terre, un trou sanglant dans la tête, revolver à la main. Ils se sont tués pour n'avoir pas à se rendre.

Tandis que les militaires succombent à la caserne de la Montana et dans les autres cantonnements de la capitale, les miliciens de l'armée républicaine improvisée partent par milliers, les 20 et 21 juillet, à la rencontre des colonnes nationalistes. Cette « armée de l'an II » s'ébranle en ordre dispersé, uniformes et fusils hétéroclites, armes de chasse en bandoulière, brandissant des carabines ou de modernes Lebel, coqs ou élégants pistolets de nacre à la ceinture, juchés sur des camions bringuebalants, dans le vacarme des moteurs, les chants, les imprécations, poussées par une volonté d'en découdre qui n'a de comparable que la détermination de l'adversaire.

Deux armées hostiles issues d'un même peuple seront bientôt face à face; mais les volontaires madrilènes partant pour la Sierra, dont les cols ont été désignés comme des objectifs stratégiques par l'état-major de Mola, ont appris par des haut-parleurs qu'à Barcelone la situation tourne à l'avantage des républicains.

Dans la capitale de la Catalogne, qui a son gouvernement depuis 1932, les nationalistes, sous le commandement du général Goded, fraîchement échappé de son exil des Baléares, commettent la même erreur que Fanjul à Madrid. Ils se sont barricadés, le 19 juillet, dans l'hôtel Colon dont chacune des quelque-cent fenêtres a été transformée en créneau (ordre a été donné aux touristes de se réfugier dans les caves) et dans le central téléphonique. Plusieurs vagues d'ouvriers déferlent sur la place de Catalogne, essayant de submerger l'hôtel Colon et les autres réduits nationalistes. C'est le reflux : des centaines de cadavres jonchent le pavé après le tir nourri des mitrailleuses.

Le gouvernement Companys, d'abord réticent, se décide alors à fournir des armes à la population. Un deuxième assaut s'achève par un massacre. Klaxons hur-

lant qu'il assiste au Festival de Bayreuth, de la présence d'émis-saires nationalistes espagnols (c'est le capitaine de l'air Arranz qui a pris la tête de la délégation), tranche en faveur des nazis de son entourage, tous favorables à l'intervention, contre, semble-t-il, l'avis des militaires.

Le 20 juillet au matin, Léon Blum a reçu de José Giral un télégramme sollicitant une aide militaire du gouvernement français. Il a pris immédiatement toutes dispositions pour répondre à cet appel. Pierre Cot, ministre de l'air, met ses services à contribution. Le 22, Léon Blum et son ministre des affaires étrangères, Yvon Delbos, se rendent à Londres : ils recueillent de Sir Anthony Eden, secrétaire au Foreign Office, des conseils de prudence et l'affirmation très nette que la Grande-Bretagne entend conserver une stricte neutralité dans le conflit qui commence.

Revenant à Paris le 24, Léon Blum apprend de ses amis qui l'accueillent à l'aérodrome du Bourget que le quotidien conservateur *l'Écho de Paris* a révélé le contenu de l'accord passé avec l'ambassadeur d'Espagne Cardenas sur la livraison des armes. La presse de droite proteste; à gauche même, des flottements apparaissent. Le 25 juillet a lieu le premier des conseils des ministres consacrés à l'affaire d'Espagne. La division du gouvernement français — jeu des élections qui ont vu la victoire du Front populaire — est patente. Les radicaux (Camille Chautemps, Yvon Delbos, bientôt Edouard Daladier, ministre de la guerre), appuyés par le président de la Chambre, Edouard Herriot, par le président de la République, Albert Lebrun, penchent en faveur de la prudence et de la neutralité.

Tenté de démissionner, mais pressé par José Giral lui-même de n'en rien faire, ayant acquis une nouvelle fois la certitude que les Anglais se tiendront en dehors du conflit (Jules Moch, secrétaire général de la présidence du conseil, et l'amiral Darlan, qui reviennent d'une mission secrète à Londres, en apportent la confirmation), Léon Blum encourage la livraison aux républicains de trente-cinq avions, qui partent dès le 2 août.

Cinq jours plus tard, à l'issue du conseil des ministres, la non-intervention est la politique offi-

Le lendemain, les troupes de Queipo de Llano appuyées par l'artillerie franchissent le Guadalquivir et montent à l'assaut des faubourgs populaires de Triana transformés en camp retranché. Les combats seront acharnés et terribles; l'ordre nouveau s'instaure à la grenade et à l'arme blanche.

La plupart des villes d'Andalousie suivent l'exemple de Séville; les rebelles prennent possession de Cadix — où a débarqué le premier contingent de légionnaires — Jerez de la Frontera, La Línea de la Concepcion, Algeiras, Cordoue. Cependant Malaga reste aux mains des gouvernementaux, qui commandent également, du sud au nord de la côte méditerranéenne, Almeria, Alicante, Valence. L'échec des nationalistes à Malaga est lourd de conséquences mais il n'est rien à côté de celui qu'ils essuient dans la marée de guerre.

## Les rebelles à deux doigts de l'échec

Sur les grandes unités (de cuirassé *Jaime I*, les croiseurs *Miguel de Cervantes*, *Libertad*), mais également sur des navires de moindre tonnage, les « conseils de marins », reliés entre eux et en relations avec des correspondants, sous-officiers attachés au service des transmissions à Madrid, organisent la riposte. Les équipages se mutinent, neutralisent les officiers, les passent par les armes et — dans certains cas — jettent leurs corps à la mer.

De Saragosse, Pampelune, Burgos et Valladolid, qui tombent sous la coupe des rebelles, s'ébranlent les colonnes en direction de Madrid. Dans la colonne de Pampelune, les paysans navarrais, aux rudes visages, fusil à l'épaule, gourde de vin au côté, baret rouge, côtoient les militaires en uniforme et les jeunes « phalangistes » arborant la chemise bleue. Maintenant on se bat autour de la capitale de l'Espagne. Les poings de la foule madrilène se referment sur des milliers de fusils livrés sur les ordres de Jose Giral, le nouveau président du Conseil. Au lieu de tenter une sortie, Panjul se laisse prendre au piège de la caserne de la Montaña. Deux canons de 75 et 155 mm la visent de plein fouet et taillent des brèches; un appareil Breguet lance des bombes et des tracts.

Pris sous le feu, mal suivi par une partie des soldats qui luttent à contre-cœur, le général Panjul doit se rendre. Il est midi, le 20 juillet 1936. Quand les drapeaux blancs apparaissent aux fenêtres, la foule envahit l'édifice. Plusieurs officiers rebelles sont alors massacrés sur place, certains précipités du haut des terrasses. Panjul et quelques-uns de ses proches sont cependant protégés par les « gardes d'assaut » qui les emmènent dans une voiture blindée. Dans la salle d'armes, un spectacle saisissant attend les

tures pilotées par des anarchistes se jettent sur les canons des groupes ébourrés qui accourent en renfort. Arbres, bancs, kiosques à journaux arrachés... Les confessionaux des églises servent de remparts, les chevaux tués sont mis en tas et érigés en barricades. Les aérènes hurlent, appelant les ouvriers au combat. Des marchandes de fleurs jettent sur les civils ou gênent les blessés les fleurs blanches de leurs étalages.

Vers 15 h. 30, les bicornes d'une forte troupe de gardes civils se profilent le long des murs du central téléphonique et de l'Eldorado; les hommes avancent de telle manière que les tireurs rebelles ne peuvent les prendre sous le feu de leurs armes. 16 heures... Des caves où ils se sont réfugiés, les touristes de l'hôtel Colon perçoivent une sonnerie de clairon. Un dernier sursaut de fusillade. Les murs des chambres sont constellés de marques de balles et le journaliste français Claude Blanchard affirmait avoir vu les « fauteuils gonflés de sang comme des éponges ».

Le lendemain, les casernes de Barcelone, où les soldats se sont insurgés, se rendent une à une aux républicains. Au crépuscule, les églises de la ville (la cathédrale, les églises française et allemandes mises à part) flambent. Jugé par une cour martiale, le 12 août, Goded sera, en même temps que le général Burriel, fusillé le 13 août à l'aube, à la forteresse de Montjuich.

## Les interventions étrangères

Au soir du 29 juillet, Mola, qui est arrivé à Burgos, où il a transféré son quartier général, ne cache pas son inquiétude. Si l'effet de surprise a permis aux nationalistes de contrôler le tiers environ du territoire métropolitain, les grands centres industriels (Madrid, Barcelone, Bilbao), les régions les plus fertiles, avec la plaine de Valence, les arsenaux, la marine, les côtes (si l'on excepte au sud la zone de Cadix), laissent au gouvernement légal un indiscutable avantage. Le plus grave, sans doute, pour les rebelles, est le manque de moyens de transport qui risque de frapper d'asphyxie Franco et ses troupes dans leurs bases marocaines.

Pour desserrer l'étau, les militaires décident, en un premier temps, de s'adresser aux Italiens. Une délégation conduite par Luis Bolin rencontre le 22 juillet, à Rome, le comte Ciano, ministre des affaires étrangères, qui laisse espérer, mais sans s'engager, une aide de son gouvernement. Mussolini s'accorde quelques jours de réflexion et, le 29, donne son accord pour la livraison de quinze avions qui, le lendemain, décollent d'un aérodrome de Sardaigne en direction du Maroc espagnol. Du côté allemand, l'accord est pratiquement immédiat: Hitler, qui est informé le 25 juillet, pen-

chement déclaré du gouvernement français. Au même moment, les militaires espagnols commencent à forcer le blocus, grâce au soutien aérien de l'Allemagne et de l'Italie: le 5, trois mille hommes sont transférés de Ceuta vers la métropole; le pont aérien apporte sans trêve les renforts. L'issue de la guerre civile vient de se décider. L'Espagne ouvre les premières tombes des neuf cent mille morts qui dorment dans les « grands cimetières sous la lune »...

FIN

● Le Vatican a confirmé, vendredi 16 juillet, que le roi Juan Carlos d'Espagne avait manifesté au Saint-Père « son intention de ne plus se prévaloir du privilège de présentation dans la nomination des évêques ». Le souverain a chargé le gouvernement (espagnol) « de donner un caractère juridique à cette décision dans le contexte des nouvelles relations entre l'Etat espagnol et le Saint-Siège », ajoute le communiqué du Vatican. — (A.F.P.)

● Le tribunal suprême de Madrid a confirmé vendredi 16 juillet plusieurs condamnations à des peines de prison prononcées par le tribunal de l'ordre public contre des militants du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique).

● RECTIFICATIF. — M. Laureano Lopez Rodo, ambassadeur d'Espagne à Vienne, nous indique que, contrairement à ce que nous avons imprimé, il n'a pas signé la proposition de loi tendant à insérer dans le code pénal espagnol une mention formelle du caractère « illégal » du parti communiste.

## Italie

### La formation du nouveau gouvernement

## M. ANDREOTTI S'EST ENTRETENU LONGUEMENT AVEC LES DIRIGEANTS DU P.C.I.

Poursuivant ses consultations pour la formation du nouveau gouvernement italien, M. Giulio Andreotti (démocrate chrétien) s'est entretenu pendant trois heures, dans la soirée du vendredi 16 juillet, avec M. Berlinguer et les dirigeants du parti communiste italien.

« Nous avons écouté un long exposé de M. Andreotti sur ses intentions, a déclaré M. Berlinguer. Nous avons présenté nos observations et nos idées. Maintenant, nous attendons de bien connaître le programme de M. Andreotti et surtout les garanties qui seront données pour sa réalisation. »